



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

NOTE D'INFORMATION

L'élevage lors des crises prolongées

L'importance du bétail dans le cadre du renforcement de la résilience
et de la sécurité alimentaire des populations affectées par les crises



NOTE D'INFORMATION

L'élevage lors des crises prolongées

L'importance du bétail dans le cadre du renforcement de la résilience et de la sécurité alimentaire des populations affectées par les crises

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Table des matières

Remerciements	iii
Messages clés	iv
L'importance de l'élevage dans le cadre du renforcement de la résilience et de la sécurité alimentaire des populations affectées par les crises	1
Renforcer la résilience des moyens d'existence dépendants de l'élevage	5
Conclusion et marche à suivre	13
Références et autres sources d'information	14



REMERCIEMENTS



Cette note d'orientation a été élaborée grâce aux contributions des équipes de la FAO sous la direction de son principal auteur:

Friederike Mayen

Spécialiste de la production animale (résilience, préparation et réponse aux situations d'urgence), FAO (friederike.mayen@fao.org).

Ce document a été élaboré grâce au soutien financier de l'Union Européenne. Les points de vue qui y sont exprimés ne sauraient en aucun cas être considérés comme reflétant la position officielle de l'Union Européenne.

Cette note d'orientation s'inscrit dans un ensemble de notes visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées. S'inspirant de l'expérience technique de la FAO, cette série de notes d'orientation soutient la mise en œuvre du Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CSA-CDA), approuvé en octobre 2015 par le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA).





MESSAGES CLÉS



- ▶ L'élevage représente **40 pour cent** de la production agricole à l'échelle mondiale en termes de valeur, et contribue aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire de près de **1,3 milliard de personnes**.
- ▶ La moitié des **800 millions de personnes** qui vivent avec moins de **1,9 dollars par jour** dépend de l'élevage, 95 pour cent des populations extrêmement pauvres et 75 pour cent de l'ensemble des éleveurs pauvres vivant en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.
- ▶ Les crises prolongées affectent le secteur de l'élevage de **différentes façons**.
- ▶ La **FAO soutient les pays et les communautés**, y compris les communautés pastorales, dans leurs efforts de transition allant des **réactions aux crises vers une réduction et une gestion des risques proactives et anticipatives** pour des résultats durables en matière d'alimentation issue de l'agriculture et de nutrition.
- ▶ Le renforcement de la résilience en situation de crise prolongée nécessite des **cadres stratégiques innovants, une meilleure compréhension des causes structurelles, et des efforts concertés visant à réduire l'exposition des communautés aux chocs**.
- ▶ La FAO travaille avec les gouvernements et d'autres partenaires au renforcement des moyens de subsistance et des systèmes alimentaires résilients lors de crises prolongées grâce à un **soutien stratégique, à des informations et analyses ainsi qu'un soutien aux moyens de subsistance**.





L'importance de l'élevage dans le cadre du renforcement de la résilience et de la sécurité alimentaire des populations affectées par les crises

Les crises prolongées représentent l'un des contextes les plus difficiles lorsqu'il s'agit de combattre la faim, la malnutrition et la pauvreté. Elles sont liées à une combinaison de causes récurrentes – facteurs humains, catastrophes naturelles (qui se produisent souvent simultanément), crises alimentaires prolongées, effondrement des moyens d'existence et des systèmes alimentaires – et d'une insuffisance en matière de gouvernance et de capacité institutionnelle à réagir aux crises. Dans de tels contextes, la protection, la préservation et la reconstruction des moyens de subsistance afin de sauver des vies humaines et de créer les conditions d'une résilience à long terme représentent une étape clé pour assurer une paix et une stabilité durables.

Environ un demi-milliard de personnes dans plus de 20 pays et territoires sont actuellement touchées par des crises prolongées. Dans ces pays, la sous-alimentation est particulièrement sévère (39 pour cent contre 15 pour cent pour les autres pays en développement).

Le secteur de l'élevage, qui contribue considérablement à la sécurité alimentaire et aux revenus des personnes (ainsi qu'à d'autres fonctions comme la traction animale, la valeur culturelle et sociale, et agissant également comme filet de sécurité), est affecté de différentes manières par les crises prolongées. Ceci peut inclure la perturbation des marchés de bétail et des chaînes de valeur, la réduction de l'accès aux services et aux interventions vétérinaires, ce qui nuit à la santé des animaux, l'affaiblissement des moyens de subsistance agricoles et la perte physique d'actifs productifs suite à un conflit.

ENCADRÉ D'INFORMATION 1. Le rôle de l'élevage: Soudan du Sud, République centrafricaine et Yémen

- Le Soudan du Sud abrite environ 60 groupes ethniques autochtones, et un cheptel estimé à 12 millions de bovins, 20 millions d'ovins et 25 millions de caprins, selon le Ministère de l'élevage et de l'industrie de la pêche. Comptant 11,3 millions d'habitants, ce pays présente l'un des plus forts ratios d'animaux par habitant au monde. Pourtant, la contribution du secteur de l'élevage au PIB reste faible – une opportunité manquée.
- En République centrafricaine, les éleveurs possèdent 3,5 millions de bovins et 5 millions d'ovins et de caprins. Nourrir ces animaux requiert une mobilité permanente.
- Au Yémen, on estime que l'élevage représente environ 20 pour cent du PIB agricole. Près de 80 pour cent des fermes possèdent des bêtes, que ce soit leur seule activité ou non. Avant le début du conflit, le cheptel était estimé à 6,6 millions d'ovins, 7,3 millions de caprins, 1,4 million de bovins et 282 000 chameaux pour une population totale de 25 millions d'habitants.

La contribution de l'élevage à la résilience des populations touchées par les crises

Le rôle du secteur agricole en situation de crise est souvent sous-estimé, et les investissements nécessaires ne sont pas réalisés. Au-delà de sa contribution directe à la production de nourriture et de revenus, le bétail est un atout précieux, servant de réserve de richesses, de garantie de crédit et de filet de sécurité indispensable en période de crise.

L'élevage est primordial en termes de résilience et contribue de différentes façons à la subsistance quotidienne:

- **Production alimentaire:** la viande, le lait et les œufs ne représentent pas uniquement une source de protéines et d'énergie de grande qualité et fortement assimilable, mais ils sont également une excellente source de micronutriments immédiatement disponibles. Les produits laitiers sont une source indispensable de calcium, car un régime à base de céréales ne procure pas aux enfants le calcium dont ils ont besoin.
- **Génération de revenus:** Par le biais de la vente d'animaux ou de produits animaux, et l'utilisation de sous-produits comme les peaux.
- **Travail et transport:** La traction animale est essentielle dans les petites exploitations agricoles où la mécanisation est limitée en raison du manque de facilités de crédit, du manque d'intrants et des conditions de sécurité instables. Les animaux contribuent directement à la production des récoltes (labour, plantation, désherbage), à la distribution et au commerce.
- **Actifs mobiles et stockage des richesses:** Au sein des communautés pastorales, le bétail est le meilleur moyen de stocker les richesses, en particulier après un effondrement du système bancaire. De plus, le bétail est un actif mobile, ce qui est tout à fait approprié aux situations de crise prolongée.
- **Intégration à d'autres systèmes agricoles et diversification des activités:** L'intégration de l'élevage à d'autres activités agricoles comme les cultures, la foresterie et même l'aquaculture permet le recyclage des sous-produits et une réduction des apports extérieurs (par exemple le lisier utilisé comme engrais ou combustible), tandis que la diversification réduit les risques de catastrophe. Une agriculture climato-intelligente promeut également des pratiques d'élevage durables dans les systèmes silvopastoraux et des pratiques de gestion du bétail respectueuses de l'environnement.
- **Valorisation des terres marginalisées:** De nombreuses crises prolongées touchent les zones arides d'Afrique, où le bétail contribue à la sécurité alimentaire en transformant la végétation des terres non arables, les restes de récoltes, les sous-produits de la transformation des aliments et les déchets

organiques en alimentation humaine à haute teneur en nutriments. Le bétail offre ainsi un moyen très efficace d'utiliser des ressources qui n'auraient autrement pas été exploitées, en zone rurale comme en zone urbaine.

- **Autonomisation des femmes:** L'élevage représente un fort potentiel pour les femmes, en fonction des contextes socio-économiques et culturels spécifiques aux pays, régions ou communautés, et des dynamiques du système d'élevage qui y est associé.

Les impacts des crises prolongées sur les systèmes d'élevage

Les crises prolongées, qui incluent les conflits, l'effondrement de l'économie et les catastrophes naturelles, affectent les activités d'élevage de différentes façons:

- la perturbation des marchés aux bestiaux et des chaînes de valeur qui affectent la vente des bêtes et des produits issus de l'élevage;
- la perturbation des services vétérinaires et de l'accès aux intrants, affectant la santé des animaux et constituant une menace d'épidémie, y compris de maladies transmissibles à l'homme;
- la perturbation des moyens de subsistance pastoraux, ce qui comprend les schémas de mobilité, la restriction des accès aux pâturages et aux points d'eau, mettant les ressources naturelles sous pression et pouvant alimenter la concurrence et les conflits; et
- la mort des bêtes tuées lors des conflits, directement ou indirectement visées par les pillages et autres pratiques abusives.

Ces impacts conduisent à des dépenses plus élevées et à des diminutions de revenus, et, si aucune mesure n'est prise, peuvent se traduire par une perte importante des moyens de production, ce qui compromet la capacité des populations à se rétablir et à faire face aux chocs futurs. De plus, dans certains cas, ces impacts peuvent compromettre de manière irréversible le système des moyens de subsistance, aggravant ainsi la crise.

Les crises prolongées renforcent les inégalités sociales existantes. Les catégories de populations défavorisées comme les femmes, les orphelins, les enfants, les personnes âgées, les PDI et les réfugiés ont un accès restreint aux différentes ressources et aux stratégies d'adaptation. Au sein de ces groupes particuliers, la question de la propriété et du contrôle du bétail en tant que moyen de subsistance devient primordiale.

ENCADRÉ D'INFORMATION 2. La sécheresse et son impact sur l'élevage au Kenya

Au Kenya, le secteur de l'élevage a été très sévèrement touché par les sécheresses de 2008–2011. En 2011, le Kenya était le pays au monde avec le plus grand nombre d'habitants ayant besoin d'aide humanitaire – 3,75 millions de personnes. Les sécheresses ont appauvri les pâturages et les sources d'eau, particulièrement dans les zones arides et semi-arides, entraînant la détérioration de la condition physique des bêtes et une baisse de leur immunité. Cette situation a déclenché une migration massive du bétail vers d'autres régions plus riches en eau, et le rassemblement des troupeaux migrants s'est traduit par une flambée d'épidémies dans la plupart des régions du Kenya. 9 pour cent du bétail est mort de faim, tandis que 40 pour cent du cheptel a été touché par la maladie dans les districts affectés.

Cela a modifié la composition et l'utilisation du bétail et diminué la productivité de l'élevage, ce qui s'est traduit en insécurité alimentaire, perte de revenus, séparation des familles, dégradation de l'environnement et conflits liés aux ressources. En outre, le prix élevé des denrées alimentaires a réduit le pouvoir d'achat des foyers et les termes de l'échange des éleveurs (50 à 60 pour cent inférieurs à la moyenne quinquennale).



Niger - Tera. Un éleveur menant son troupeau en quête d'eau durant la saison sèche. ©FAO/Giulio Napolitano.

Les moyens de subsistance dépendants de l'élevage dans le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CSA-CDA)

Conformément à l'Objectif Stratégique 5 (SO5) de la FAO qui vise à renforcer la résilience des moyens de subsistance face aux menaces et aux crises, cette Note d'orientation a pour objet d'illustrer comment le travail de la FAO en matière de soutien aux moyens de subsistance basés sur l'élevage peut contribuer à la mise en œuvre du CSA-CDA, et en particulier des principes suivants:

Les moyens de subsistance dépendants de l'élevage dans le CSA-CDA	
Sont un objectif central des principes du CSA-CDA	<p>Principe 1: Répondre aux besoins humanitaires immédiats et renforcer la résilience des moyens de subsistance</p> <p>Principe 2: Mettre l'accent sur les besoins nutritionnels</p> <p>Principe 9: Contribuer à la consolidation de la paix grâce à la sécurité alimentaire et à la nutrition</p>
Contribuent également aux principes du CSA-CDA	<p>Principe 5: Autonomiser les femmes et les jeunes filles, promouvoir l'égalité entre les sexes et sensibiliser aux sexospécificités</p> <p>Principe 7: Renforcer l'adhésion des pays, la participation, la coordination et la collaboration des parties prenantes, ainsi que la responsabilité de rendre compte</p> <p>Principe 10: Gérer les ressources naturelles de manière durable et réduire les risques de catastrophe</p>

FAITS ESSENTIELS

L'élevage représente 40 pour cent de la production agricole à l'échelle mondiale en termes de valeur, et contribue aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire de près de 1,3 milliard de personnes.



Renforcer la résilience des moyens de subsistance dépendants de l'élevage

Le travail de la FAO s'appuie sur un cadre stratégique de gestion des risques, qui comprend la surveillance des risques et des systèmes d'alerte précoce, ainsi qu'une analyse de la résilience, jusqu'à la préparation et la réaction aux situations d'urgence par le biais de la réduction de la vulnérabilité et la prévention des crises. Cela peut inclure des dimensions à la fois physiques (comme les revenus ou l'accès aux denrées alimentaires, l'accès aux services de base, les actifs, les dispositifs de protection sociale, l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation et le soutien à l'environnement institutionnel) et des capacités (telle que la capacité d'adaptation et la sensibilité).

La FAO apporte son soutien aux pays et aux communautés – parmi lesquelles les communautés pastorales – afin qu'une transition s'opère de la réaction aux crises vers une réduction et une gestion des risques proactives et anticipatives pour des résultats durables en matière d'alimentation issue de l'agriculture et de nutrition.

Ce soutien se manifeste sous plusieurs formes, comme indiqué ci-dessous:

Recommandation 1. Investir dans des systèmes d'information et d'alerte précoce afin de prévenir et d'atténuer l'impact des crises sur le bétail et les menaces potentielles pour la santé humaine

Le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) surveille en permanence l'offre et la demande alimentaires dans tous les pays du monde, et recense et analyse les informations liées à la production mondiale, aux ressources, au commerce, au prix à l'exportation et à l'aide alimentaire. Il émet également des alertes précoces concernant les crises alimentaires imminentes dans certains pays. Dans les pays en proie à de sérieuses urgences alimentaires, le SMIAR/FAO et le PAM (Programme alimentaire mondial) mettent également en œuvre des Missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM).

Le Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES) fournit des informations, des formations et des secours d'urgence aux pays afin de prévenir, contenir et contrôler les maladies du bétail les plus menaçantes à travers le monde, tout en surveillant les nouveaux agents pathogènes émergents. EMPRES a pour objectif de prévenir et de contrôler les maladies à la source grâce aux alertes, à la détection et à la réaction précoces, ainsi qu'au soutien à la recherche, la coordination et la communication.

Recommandation 2. Répondre aux besoins immédiats en lien avec des interventions visant à renforcer la résilience à plus long terme

La FAO préconise des approches plus flexibles et à plus long terme en situation de crise prolongée, reliant entre elles les interventions humanitaires à court terme et les interventions de développement à long terme. Un investissement durable est nécessaire pour reconstruire la base d'actifs des bergers affectés par les conflits, soutenir les activités alternatives génératrices de revenus, créer ou renforcer les institutions locales et les centres d'enseignement, et développer les capacités par le biais de services de vulgarisation adaptés ou à travers la méthodologie des champs-écoles paysans. Parallèlement, il est important de répondre sans attendre et efficacement aux besoins d'urgence afin d'éviter la détérioration de la santé animale et l'aggravation des impacts de la crise sur les moyens de subsistance basés sur l'élevage.

L'initiative Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage (LEGS) a vu le jour au début des années 2000, lorsque les agences chargées de secourir l'élevage ont entrepris d'améliorer la qualité et le professionnalisme de leurs interventions. La FAO a soutenu l'élaboration et la publication du manuel Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage (LEGS).

En complément du manuel LEGS, la FAO a préparé le Manuel pratique de la FAO pour les interventions liées à l'élevage en situation d'urgence.

Les initiatives pour soutenir les éleveurs vulnérables comprennent:

- la fourniture de bétail (repeuplement);
- la distribution de nourriture et d'eau (mesures d'urgence);
- la fourniture d'abris (catastrophes naturelles);
- le soutien à la commercialisation (aide aux chaînes de valeur de l'élevage, au déstockage, au transport sur les marchés, au rétablissement des marchés, à la formation aux affaires commerciales, à la formation aux procédures d'hygiène, d'inspection et de sécurité de la production d'origine animale);
- la fourniture de services de santé animale (traitements, vaccinations en vue de prévenir la propagation des maladies animales);
- la formation aux techniques de résilience pertinentes (Champs-écoles paysans); et
- les systèmes argent-contre-travail ou de coupons.



Cisjordanie et Bande de Gaza - Hazzaleen. Un bédouin récolte du maïs et de l'orge dans un champ réservé au pâturage des animaux et à la remise en état des sols. ©FAO/Marco Longari.

Les transferts d'argent, les coupons et l'utilisation des technologies mobiles (comme pour l'information sur les marchés ou le signalement des maladies) sont des options prometteuses en vue de soutenir les moyens d'existence basés sur l'élevage, particulièrement lorsqu'il est question de trouver des alternatives à la commercialisation sur les marchés lors des crises prolongées, à un moment où les marchés sont durement touchés. Les interventions centrées sur les transferts d'argent et les coupons (incluant la production d'aliments pour animaux, la construction de barrages ou de trous d'eau ainsi que les soins de santé aux animaux) réduisent de manière drastique le coût des interventions techniques en comparaison avec les prestations en nature.

La FAO en action - ENCADRÉ 1. Fourniture d'aliments lors des crises prolongées: la production de fourrage alternatif en Cisjordanie

Les sécheresses chroniques et le surpâturage ont contribué à fragiliser les systèmes locaux de production animale en Cisjordanie, où la plupart des familles dépendent de l'élevage, qui représente leur principale source de revenus. Le fourrage est la charge budgétaire la plus élevée (70 pour cent des coûts) nécessaire au maintien des moyens de subsistance des éleveurs. Depuis 2011, la FAO encourage l'utilisation des technologies hydroponiques (culture hors-sol) par les éleveurs défavorisés et leurs coopératives, assurant une source de fourrage de qualité à bas prix, disponible toute l'année. Cette approche augmente la rentabilité de l'élevage du bétail et permet aux éleveurs de rester en activité. Le fourrage est produit par 15 coopératives d'éleveurs et a été utilisé par tous les membres des coopératives, soit 750 foyers au total.

La FAO en action - ENCADRÉ 2. Renforcer la sécurité alimentaire des rapatriés, des PDI et des communautés d'accueil vulnérables au Soudan du Sud

La FAO contribue à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des foyers et des communautés pastorales affectés par les inondations dans les régions ciblées du Soudan du Sud, grâce à la fourniture d'intrants et de services agricoles, piscicoles et vétérinaires. Plus de 60 000 foyers bénéficiaires ont reçu des intrants et des services agricoles, piscicoles et vétérinaires, qui comprennent la vaccination et le traitement des blessures et des parasites de 5,5 millions de bêtes en 2015.

Les dispositifs argent-contre-travail ont été mis en place pour construire des puits peu profonds et des bassins de collecte d'eau destinés au bétail durant la saison sèche. Deux installations d'élimination des carcasses ont été créées afin d'assurer l'élimination sans danger des animaux. Les épidémies animales ont été réduites de 10 pour cent, la qualité du bétail s'est améliorée et le taux de mortalité a diminué, augmentant la production de lait et de viande. Tout cela a contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Recommandation 3. Soutenir les systèmes d'élevage et les chaînes de valeur de l'élevage

Le commerce du bétail et de produits animaux est directement affecté par les crises prolongées, entraînant des conséquences négatives pour les moyens de subsistance des éleveurs, intermédiaires, marchands, bouchers, acheteurs et autres fournisseurs de services, ainsi que pour ceux des consommateurs. Les problèmes logistiques liés à l'insécurité, et les dégâts matériels causés par des catastrophes naturelles sur une infrastructure contribuent souvent à perturber le marché et les systèmes de traitement, ce qui a des effets sur l'énergie et le transport et l'approvisionnement de produits tels que le lait ou la viande.

Lors des crises prolongées, les marchés peuvent être désactivés et les routes commerciales interrompues en raison de l'insécurité et/ou des dégâts. Les producteurs perdent alors l'accès régulier aux aliments industriels destinés

au bétail. Les médicaments vétérinaires et les vaccins ne sont plus disponibles, ou en quantités très limitées, et peuvent faire l'objet d'importantes hausses de prix. Le prix des animaux vivants a tendance à considérablement augmenter en raison du manque d'intrants, ce qui entraîne la mise en circulation de faux médicaments vétérinaires, de vaccins périmés ou abîmés et de fourrage dégradé, particulièrement en l'absence de structures gouvernementales officielles et de soutien institutionnel.



Afghanistan – province de Hérat. 2013. Des enfants et des hommes afghans portant des bidons de lait à un centre de collecte du lait soutenu par un projet de la FAO. ©FAO/Shah Marai.

La FAO en action - ENCADRÉ 3. Soutien au développement des moyens de subsistance pastoraux – Promouvoir une filière viande somalienne compétitive sur le plan international (financé par l'UE, 2010–2013)

En Somalie, quelque 135 000 parties prenantes du secteur de la viande ont bénéficié de la loi sur le contrôle et l'inspection de la viande et du système d'évaluation de la qualité (QAS); 80 foyers d'une formation professionnelle visant à accroître la valeur ajoutée de la viande; 1250 foyers d'activités directes de renforcement des capacités; et 270 000 individus d'activités de sensibilisation.

La capacité des secteurs public et privé à réguler le secteur de la viande et la protection des consommateurs s'est améliorée, ce qui s'est traduit par une viande de meilleure qualité sur les marchés locaux, la prévention de maladies d'origine alimentaire et une plus grande confiance dans la qualité de la viande inspectée.

Les opportunités commerciales que représente l'exportation de la viande somalienne, et la stimulation de l'économie locale à travers la production de produits de base et de sous-produits de l'élevage ont permis de diversifier les sources de revenus des bénéficiaires du projet, tout en créant de nouvelles opportunités d'emploi. Les activités principales consistaient à établir une loi sur le contrôle et l'inspection de la viande, un code d'hygiène de la viande et un système d'évaluation de la qualité (QAS), ainsi que dix unités d'hygiène au Somaliland et au Pount.

Les vétérinaires, les inspecteurs de la viande, les bouchers, les travailleurs des abattoirs et les vendeurs de viande ont été formés en hygiène de la viande et en pratiques de manipulation, aux procédures d'inspection de la viande, au traitement des déchets, à la surveillance des maladies du bétail et aux techniques de vente au détail et au marketing de la viande.

Un programme de communication visant à modifier les comportements pour permettre au secteur de la production régulière de viande d'être largement accepté dans toute la Somalie a été mis en place. 3 groupes de femmes ont été soutenus à travers un programme de formation et la distribution d'équipements afin de leur permettre de créer une micro entreprise de production de savon à partir de graisse animale et d'artisanat d'os sculptés.

La FAO en action - ENCADRÉ 4. Soutenir les moyens de subsistance agricoles en améliorant la chaîne de valeur des produits laitiers dans le contexte de crise prolongée au Liban

En 2015, la FAO et le Ministère de l'Agriculture du Liban ont fourni un soutien technique et institutionnel à plus de 3500 agriculteurs en situation de vulnérabilité, les aidant à produire des produits laitiers en plus grande quantité et de meilleure qualité et à intégrer des coopératives laitières durables. Les impacts du projet sont visibles à trois différents niveaux:

- au niveau du foyer, le projet a contribué à augmenter la capacité des agriculteurs à produire de la nourriture et à générer des revenus, tout en améliorant la sécurité et la qualité du lait, ce qui s'est traduit par de meilleurs prix du lait. Grâce à cette intervention, les quantités de lait rejetées ont diminué de 90 pour cent. La fertilité des vaches laitières s'est également améliorée, les techniques d'insémination artificielle montrant un taux de réussite de 51 pour cent;
- au niveau communautaire, le projet a mis en place ou mis à niveau 34 associations de producteurs laitiers villageoises (VDPA) et 40 centres de collecte de lait. Les coopératives ont contribué à renforcer le pouvoir du marché des producteurs et les centres de collecte ont permis de stocker les produits; et
- au niveau national, le projet a créé une Union nationale des Producteurs Laitiers, et renforcé les capacités du Ministère de l'Agriculture.

La FAO en action - ENCADRÉ 5. L'autonomisation des femmes à travers la commercialisation du lait au Soudan du Sud

La FAO pilote actuellement un modèle alternatif de moyens de subsistance agricoles et d'éducation dans les États des Lacs au Soudan du Sud, financé par l'UE. Sous l'égide du projet ZEAT (Zonal Effort for Agricultural Transformation, soit «effort régional pour la transformation agricole») - BEAD (Bahr el-Ghazal Effort for Agricultural Development, soit «effort pour le développement agricole de Bahr el-Ghazal»), la FAO a travaillé en partenariat avec l'UNESCO pour mettre en place un programme d'apprentissage pour les adultes, les jeunes et les enfants qui intègrent les champs-écoles paysans et les écoles d'agriculture de terrain. Associant alphabétisation et acquisition de compétences en calcul, ainsi qu'une formation en santé et en production animale, ce programme pilote offre une occasion cruciale de permettre aux foyers pastoraux d'améliorer leurs moyens de subsistance et leurs communautés au Soudan du Sud.

Les femmes travaillant dans les élevages bovins apprendront les techniques permettant d'améliorer l'hygiène du lait qu'elles vendent sur les marchés urbains, tout en acquérant les compétences en calcul nécessaires au décompte et à l'enregistrement de leurs gains, les protégeant ainsi des escroqueries dont elles ont souvent été victimes jusqu'alors.

Recommandation 4. Préserver la mobilité du bétail et soutenir les moyens de subsistance pastoraux

Le pastoralisme est né il y a des milliers d'années dans les grandes plaines de la Corne de l'Afrique, et il s'est développé et adapté aux incertitudes climatiques. C'est un mécanisme de subsistance résilient qui peut affronter l'environnement hostile des terres arides et semi-arides, et optimiser les opportunités de production de bétail au sein d'écosystèmes changeants et imprévisibles.

Dans la plupart des zones pastorales, la mise en place d'interventions vétérinaires au cours des crises prolongées a été controversée ces dix dernières années, dans la mesure où la distribution subventionnée et gratuite de médicaments vétérinaires sape le système de distribution des services vétérinaires de base privés existants.

De plus, lorsque le bétail peut se déplacer librement à travers le pâturage et entre différentes zones de pâture, il est nécessaire que la terre soit maintenue sous une forme de contrôle collectif, s'appuyant sur des accords fonciers coutumiers ou institutionnels. Il est essentiel de créer de nouveaux couloirs pour le bétail ou de réhabiliter ceux établis d'un commun accord. Les services de base doivent être fournis le long des différents itinéraires pour faciliter le déplacement des bêtes sur de longues distances. Ces services comprennent l'eau pour le bétail et pour les personnes, et des zones de pâture où les bêtes peuvent se reposer avant de reprendre leur route, ainsi que l'accès aux marchés et aux services de santé. La délimitation des couloirs pour le bétail doit être améliorée et officiellement approuvée afin de garantir la sécurité de la mobilité du bétail. La FAO a créé la Plateforme des Connaissances pastorales, un réseau international dont la mission est de s'assurer que les préoccupations des éleveurs sont prises en compte dans la concertation internationale sur les politiques à mener.

La FAO en action - ENCADRÉ 6. Préserver la mobilité du bétail au Nigeria

Le Nigeria est touché par des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Ces dernières décennies, le gouvernement a négligé le pastoralisme, et le pays est désormais en proie à la désertification due à la surexploitation des ressources naturelles. Ces enjeux, ainsi que le manque de dialogue entre les acteurs locaux, ont mené à des représailles et à des violences, que l'apparition des gangs n'a fait qu'empirer. Les éleveurs ont dû se résoudre à employer les routes asphaltées pour déplacer leurs bêtes, alimentant ainsi les tensions avec les populations locales.

La FAO a lancé un ensemble de Directives Volontaires dans le cadre du projet pour une Gouvernance responsable des régimes fonciers (VGGT) dans les terres nigérianes arides et semi-arides afin d'analyser le conflit et d'identifier les mécanismes pouvant réduire les tensions intercommunautaires et créer une base commune au dialogue et à la médiation du conflit. Les acteurs institutionnels ont lancé une série d'interventions pour mettre un terme au conflit.

L'Union Africaine a mis en place un Cadre Stratégique pour le Pastoralisme en Afrique. Au niveau national, un Comité présidentiel sur la réforme foncière a été créé. L'utilisation de la terre est désormais régulée par une loi spécifique. La délimitation des zones de pâture et des routes empruntées par le bétail pour favoriser la mobilité, les intérêts communs, les initiatives entre agriculteurs et éleveurs visant à maintenir leurs relations, ainsi que l'appui stratégique institutionnel et les capacités locales de résolutions de conflit et de gestion de la paix ont tous été cruciaux au désamorçage de ces conflits entre différents groupes.

Recommandation 5. Protéger les moyens de subsistance grâce aux soins vétérinaires lors des crises prolongées

Lorsque les services vétérinaires gouvernementaux et privés s'effondrent et ne peuvent être rétablis, il est nécessaire de protéger le bétail et de prévenir les risques de pertes, ainsi que l'émergence ou la résurgence des maladies. Les services vétérinaires tendent à diminuer, voire disparaître, et la situation ne fait qu'empirer dans d'autres régions où de tels services ne sont pas disponibles, même en temps normal. La disponibilité des vaccins, l'accès aux programmes de vaccination, la surveillance des maladies, les centres de diagnostic et les services vétérinaires curatifs peuvent être perturbés. Les maladies provoquent des pertes à grande échelle en raison d'un accroissement de la mortalité ou – de façon moins visible, mais souvent avec des incidences plus fortes – d'une perte de productivité.

Les normes établies par des organisations comme l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) ne peuvent être respectées, ce qui affectera directement le commerce du bétail. Les maladies touchent toutes les espèces, des ruminants élevés dans les systèmes pastoraux aux ânes, bœufs de trait, porcs, jusqu'aux quelques volailles que peuvent posséder certains foyers. Des zoonoses peuvent se répandre (comme l'anthrax, la grippe aviaire, H1N1, entre autres), entraînant de graves conséquences pour la santé publique. Dans les sociétés pastorales, le changement imposé aux mouvements migratoires du bétail associé aux conflits et à l'insécurité intensifie le risque d'apparition d'épidémies animales et leur propagation, en raison de la concentration des bêtes. Dans les endroits où subsistent encore des auxiliaires communautaires de santé animale et des vétérinaires privés, ceux-ci devraient prendre part à la conception, la mise en place et la surveillance des interventions visant à faire face aux

besoins immédiats en matière de santé animale ainsi qu'aux réflexions concernant les stratégies à long terme pour le renforcement de la résilience.

La FAO en action - ENCADRÉ 7. Vaccinations d'urgence, repeuplement et formation à la frontière libano-syrienne

600 000 bovins ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse (FMD) et 400 000 petits ruminants contre la Peste des petits ruminants (PPR), au profit de près de 20 000 foyers propriétaires de bétail. La protection du bétail contre les maladies permet de soutenir les moyens de subsistance. De plus, 25 champs-écoles paysans (CEP) pour l'aviculture ont été mis en place à destination de 500 foyers, dont les membres reçoivent 50 poules, de la nourriture pour les animaux, des mangeoires, des abreuvoirs, des pondoires, des plateaux à œufs et le matériel nécessaire à la construction de poulaillers. Les membres des CEP ont été formés à l'élevage de volaille biologique, valorisant l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle que cette intervention soutient.



Burkina Faso – Région sahélienne. Des nomades du Mali ont migré vers le nord du Burkina Faso avec leurs troupeaux en quête de pâturages. ©FAO/Florita Botts.

Recommandation 6. Faciliter le dialogue et la consolidation de la paix

La guerre et les conflits internes perturbent les routes migratoires traditionnelles et les tendances épidémiologiques. En quête désespérée de sécurité, les éleveurs sont contraints d'abandonner les routes migratoires traditionnelles, comme cela a été le cas au Mali après les crises de 2012. Au Soudan du Sud – un pays où le bétail est un élément central au niveau socio-économique – des déplacements à grande échelle et sur de longues distances se sont produits, le bétail étant mené hors des états affectés par les conflits vers des terres agricoles situées en dehors des domaines pastoraux traditionnels. Alors que le gouvernement a réorienté les ressources allouées à l'élevage vers l'effort de guerre, les fermiers et les bergers ont commencé à se disputer les terres. Lorsque les populations sont contraintes de se réfugier pour sauver leurs vies, leur principal moyen de subsistance – le bétail – est particulièrement menacé par le manque de nourriture, les maladies et les préjudices directs liés aux conflits armés, dont les vols perpétrés par les différentes milices et autres groupes armés.

La FAO en action - ENCADRÉ 8. Contribuer à la consolidation de la paix

La FAO collabore depuis 2009 avec le Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies et soutient des activités et des programmes qui contribuent à construire une paix durable dans les pays en situation de sortie de conflit.

Parmi les bénéficiaires se trouvent des pays exposés aux crises prolongées (comme la République centrafricaine, le Soudan du Sud et le Yémen). Dans de tels contextes, les interventions en matière de santé animale sont considérées comme un point d'entrée permettant de mettre en place des activités centrées sur la formation, l'éducation, le renforcement des capacités et la réhabilitation des infrastructures, du dialogue foncier et en outre de distribuer des graines, de l'équipement agricole, de la nourriture pour animaux et de reconstituer le cheptel. Les activités de soutien, comme les campagnes de vaccination, permettent de renforcer la confiance au sein des groupes de population affectés, mais également entre les parties prenantes humanitaires.

Recommandation 7. Renforcer la résilience face au changement climatique grâce à des pratiques agricoles climato-intelligentes

Les catastrophes naturelles, comme les sécheresses, les tremblements de terre, les épidémies, les inondations, les cyclones et les températures extrêmes représentent des risques qui, selon les projections, ne pourront que s'aggraver dans le futur.

La «Climate-smart agriculture» (CSA), soit agriculture climato-intelligente, est une approche qui permet de mener les actions nécessaires à la transformation et à la réorientation des systèmes agricoles pour soutenir le développement de manière efficace et garantir la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique. La CSA partage la vision de la FAO à l'égard d'une alimentation et d'une agriculture durables, et soutient les objectifs de la FAO qui visent à rendre l'agriculture, la foresterie et la pêche plus productives et durables, et à renforcer la résilience face au changement climatique.

La FAO en action - ENCADRÉ 9. L'adaptation et l'atténuation du changement climatique à Madagascar

Madagascar est actuellement le 5e pays au monde le plus exposé aux risques liés au changement climatique. Entre 2013 et 2015, la FAO, grâce à un financement du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) en collaboration avec la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), a mis en place le «Programme sur l'adaptation et la mitigation au changement climatique dans les régions Est et Sud de l'Afrique», dont fait partie Madagascar. L'objectif était d'encourager l'adoption de techniques agricoles climato-intelligentes afin d'améliorer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des petits paysans.

FAITS ESSENTIELS

La moitié des 800 millions de personnes qui vivent avec moins de 1,9 dollars par jour dépend de l'élevage, 95 pour cent des populations extrêmement pauvres et 75 pour cent de l'ensemble des éleveurs pauvres vivant en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.



Conclusion et marche à suivre

L'élevage constitue un élément clé de la sécurité alimentaire et un filet de protection pour les populations vulnérables dans de nombreuses parties du monde.

La FAO apporte son aide aux éleveurs vulnérables lors des situations d'urgence, en protégeant leur bétail grâce à la vaccination, en l'approvisionnant en nourriture animale, en abris, en eau, en reconstituant ou en repeuplant le cheptel et en utilisant des systèmes de coupons et d'argent-contre-travail. Lors des crises prolongées, les activités qui visent à renforcer ou à rétablir les chaînes de valeur en soutenant la commercialisation et la production, associées à des formations sur l'élevage, la production de nourriture animale et la transformation des produits, sont des outils importants pour renforcer la résilience.

Encourager des pratiques améliorant la résilience à long terme et adaptées à différents systèmes d'élevage est essentiel en vue de protéger les moyens de subsistance, qu'il s'agisse de faciliter la mobilité du bétail des bergers ou de repeupler les cheptels des petits éleveurs.

La prévention et l'atténuation des conflits par la réduction de la vulnérabilité, le renforcement des interventions de protection sociale, la création d'emplois et de revenus, l'encouragement du dialogue et de la cohésion sociale sont des éléments importants du travail de la FAO. Dans certains cas, les interventions liées à l'élevage ont ouvert la voie au dialogue et à l'atténuation des conflits entre les bergers et les éleveurs sédentaires.

Renforcer la résilience lors des crises prolongées nécessite des cadres stratégiques innovants, une meilleure compréhension des causes structurelles, et des efforts coordonnés pour réduire l'exposition des communautés aux chocs. La FAO travaille avec les gouvernements et d'autres partenaires pour améliorer la résilience des moyens de subsistance et des systèmes alimentaires lors des crises prolongées grâce à l'information et à l'analyse, et au soutien apporté aux actions stratégiques et aux moyens de subsistance.

La FAO élabore actuellement des stratégies visant à atténuer l'impact des différents types de crises sur le bétail et les chaînes de valeur, à préserver les moyens de subsistance des populations affectées et à améliorer les systèmes d'alerte précoce et les mesures de réduction de la vulnérabilité, afin de développer les capacités de préparation et de réaction rapide.

Cependant, l'importance de l'élevage pour les populations les plus vulnérables, particulièrement lors des crises prolongées, est souvent sous-estimée par les parties prenantes et les donateurs.

Il faut renforcer l'investissement dans l'analyse de la résilience et dans les programmes et mesures visant à faire face aux crises prolongées et aux risques récurrents de catastrophes liées au changement climatique, et il est tout aussi nécessaire de prendre en compte l'importance de l'élevage pour la sécurité alimentaire et toutes ses autres dimensions.

Références et autres sources d'information

CSA (Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale). 2015. *Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CSA-CDA)*. Rome.

FAO. 2011. *Achievements in Lebanon 1976–2011*. Rapport. Baabda, Liban, FAO Lebanon Representation.

FAO. 2011. *Food and nutrition security in areas affected by the Syria crisis*. Report. Baabda, Lebanon, FAO Lebanon Representation.

FAO. 2013. *Climate-smart agriculture sourcebook*. Rome.

FAO. 2015. *L'impact des catastrophes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire*. Rome.

FAO. 2016. *Building community resilience in ASALs: The importance of livestock mobility and conflict management*. Workshop proceedings. Rome.

FAO. 2016. *Expert consultation on: Establishing an information system on damage and losses from disasters in crops, livestock, fisheries, aquaculture and forestry*. Report proceedings. Rome.

FAO. 2016. *Appel humanitaire de la FAO 2016: Sauver les moyens d'existence sauve des vies*. Rome.

FAO. 2016. *FAO position paper for the World Humanitarian Summit*. Mai 2016. Rome.

FAO. 2016. *Livestock-related interventions during emergencies: The how-to-do-it manual*. FAO, Division de la production et de la santé animale, 18. Rome.

FAO et FIDA (Fonds international de développement agricole). 2016. *FAO's and IFAD's engagement in pastoral development joint evaluation synthesis*. Report No. 3909. Rome, FAO et FIDA.

HLPE (Groupe d'experts de haut niveau). 2016. *Le développement agricole durable au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition: quels rôles pour l'élevage?* Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rome.

Nations Unies. 2013. *Plan of action on disaster risk reduction for resilience*. United Nations System Chief Executives Board for Coordination. New York.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2015. *Analysing policies to improve agricultural productivity growth, sustainability*. Rapport provisoire. Paris.

Otte, J., Costales, A., Dijkman, J., Pica-Ciamarra, U., Robinson, T., Ahuja, V., Ly, C. et Roland-Holst, D. 2012. *Livestock sector development for poverty reduction: An economic and policy perspective*. *Livestock's many virtues*. Initiative pour des politiques d'élevage en faveur des pauvres (PPLPI). Rome, FAO.

Rass, N. 2010. *Policies and strategies to address the vulnerability of pastoralists in sub-Saharan Africa*. Initiative pour des politiques d'élevage en faveur des pauvres (PPLPI). Rome, FAO.

Rota, A. 2010. *Tools for project design: Livestock and pastoralists*. Note pratique. Rome, FIDA.

Ressources Internet

www.fao.org/ag/againfo/home/fr

www.fao.org/animal-production/fr

www.fao.org/emergencies/fr

www.fao.org/emergencies/fao-in-action/projects/project-highlights/fr

www.fao.org/emergencies/how-we-work/prepare-and-respond/cmc-animal-health/fr

www.fao.org/pastoralist-knowledge-hub/fr

www.fao.org/resilience/fr

www.livestock-emergency.net/fr





Cette publication a bénéficié de fonds de l'Union européenne dans le cadre du
«Programme d'amélioration de la gouvernance mondiale pour la réduction de la faim»

Pour plus d'informations, visitez la page d'accueil de la FAO sur la résilience
www.fao.org/resilience/fr



Cette publication a été réalisée avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de la FAO et ne peut être en aucun cas interprété comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.